

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°389
31 mai 2026
ISSN 1245-0286

***Au Conseil national de la FSU, les 27 et 28 mai,
les délégués du courant Front Unique ont combattu pour que le CN se prononce :
– En défense de l'Iran, du Liban et du peuple palestinien, contre la coalition de l'impérialisme américain et de l'État colonial et génocidaire d'Israël. Pour le retrait des troupes impérialistes de la région, à commencer par celles de la France. Pour le boycott total d'Israël.
– Pour le retrait intégral du projet de loi d'actualisation de la loi de programmation militaire.
– Contre le plan pluriannuel de suppressions de postes dans l'enseignement public et pour le boycott des dispositifs de concertation qui le prépare.***

Intervention dans le débat général, le 27 mai

Après l'écrasement du peuple palestinien, l'impérialisme américain et l'État colonial d'Israël ont pu engager, le 28 février, une nouvelle guerre contre l'Iran. Il s'agit pour ces puissances de soumettre à leur domination, sous les bombes, tous les pays et les peuples de la région.

Le 2 mars, Israël a lancé une terrible guerre contre le Liban.

Dans cette situation, la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier est de se placer en défense de l'Iran, du Liban et du peuple palestinien contre la coalition américano-israélienne.

Cela implique de combattre pour imposer le retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes de la région, à commencer par celles de la France.

Quoiqu'en dise Macron, le gouvernement français est bien engagé aux côtés des États-Unis et d'Israël. On le constate avec l'envoi d'une armada autour du porte-avions Charles de Gaulle dans le Golfe persique. Avec plus de 700 soldats déployés aux Émirats, le gouvernement français soutient pleinement, aux côtés d'Israël, le régime émirati. Celui-ci est un excellent client de l'industrie française d'armement. Armes qui ont été largement utilisées dans la guerre déclenchée par les émirats contre le Yémen. Aujourd'hui, les Émirats arment et soutiennent la faction militaire la plus sanguinaire de la guerre civile au Soudan.

Chaque jour davantage, l'État sioniste d'Israël se distingue dans l'abject. Colonialisme à outrance, génocide sans fin à Gaza, terribles violences contre les habitants de Cisjordanie pour inciter les survivants à l'exil, racisme exacerbé pleinement assumé, détention arbitraire à grande échelle assortie d'actes de tortures, bref une marche ininterrompue vers le pire.

Contre le Liban, Israël réédite ce qu'il a fait à Gaza. Bombardements contre les populations civiles, ciblage délibéré des centres de soin, des secouristes et des journalistes, destruction systématique des villages.

L'adoption de la peine de mort réservée aux seuls Palestiniens, célébrée avec obscénité au parlement israélien, confirme que pour cet État, il n'y a aucune limite à l'abjection.

Comme on l'a vu, avec les actes de piraterie, d'arrestations et de détentions illégales assorties de violences inouïes contre les participants de la dernière flottille pour Gaza.

Les organisations du mouvement ouvrier doivent combattre pour imposer le boycott total d'Israël et en particulier en ce qui nous concerne au premier chef, le boycott universitaire.

La guerre engagée contre l'Iran, avec le blocage du détroit d'Ormuz produit des ravages économiques à l'échelle de la planète. Et confrontées à une inflation galopante, ce sont les masses qui sont en première ligne.

En France, le gouvernement Macron-Lecornu est déterminé à multiplier les coupes contre les budgets sociaux. Alors que la dette atteint des sommets, il vient pourtant de faire adopter à l'Assemblée

Nationale, en 1^{ère} lecture, un projet de loi qui prévoit d'augmenter de 36 milliards d'euros la Loi de programmation militaire d'ici 2030. Pour financer ces dépenses pour la destruction et la mort, il envisage des coupes budgétaires supplémentaires de 6 voire 8 milliards.

Le gouvernement Macron-Lecornu est dépourvu d'assise parlementaire, pourtant, il parvient à poursuivre sa politique réactionnaire dans tous les domaines.

On l'a vu avec ses attaques contre le 1^{er} mai, sa modification à la hussarde du corps électoral en Kanaky pour les élections provinciales du mois prochain. On le voit avec le décret Baptiste généralisant les droits d'inscription prohibitifs pour les étudiants étrangers. Et aussi, avec la volonté de Geffray de justifier par la baisse démographique un plan pluriannuel de suppressions de postes d'enseignants qu'il veut mettre en place en associant les représentants syndicaux.

C'est en plus un gouvernement qui déteste la jeunesse qui ose s'exprimer, manifester, ou faire la fête.

Pas moins de deux projets de lois sont en voie d'adoption pour réprimer les organisateurs et les participants des « free-party ».

Le gouvernement et la bourgeoisie veulent une jeunesse soumise, qui porte un uniforme, qui se met au garde-à-vous devant les militaires et qui est prête à risquer sa vie dans les guerres impérialistes.

Les organisations du mouvement ouvrier doivent exiger le retrait intégral du projet de loi de révision de la loi de programmation militaire.

Elles doivent combattre pour empêcher la militarisation de la jeunesse et celle de l'enseignement public.

Elles doivent commencer par rompre sans délai les concertations avec le gouvernement qui seules lui permettent de continuer à porter ses coups.

A commencer par le boycott de la conférence dite TER (travail, emploi, retraite) et du dispositif que Geffray veut déployer dans 18 départements.

Présentation de la motion *Pour le retrait des troupes françaises et pour le boycott d'Israël*

En moins d'un an, l'impérialisme américain et l'État colonial d'Israël ont engagé deux guerres contre l'Iran. Sous la présidence de Trump, les États-Unis ont aussi lancé une opération militaire contre le Venezuela pour s'emparer de son couple présidentiel. Et ils soumettent Cuba à un siège criminel.

Pour sa part, Israël poursuit son génocide à Gaza, intensifie sa guerre contre le Liban, multiplie les attaques contre les Palestiniens de Cisjordanie. L'État colonial n'a aucune limite dans la réalisation de ce qu'il nomme le grand Israël.

Dans la guerre contre l'Iran, contre le Liban et contre le peuple palestinien, notre fédération doit clairement se situer en défense de ces États dominés et des peuples opprimés et donc contre la coalition américano-israélienne.

En déployant une armada dans le Golfe et en soutenant militairement le régime émirati, le gouvernement Macron-Lecornu, malgré ses dénégations, prouve qu'il est bel et bien dans le camp des États-Unis et d'Israël.

Notre fédération doit exiger le retrait immédiat des troupes impérialistes du Proche Orient, à commencer par celles de la France.

En défense de l'Iran, du Liban et du peuple palestinien, notre fédération doit se prononcer pour le boycott total d'Israël dans tous les domaines.

Et comme l'a indiqué hier la représentante de la FSU de l'Essonne, cela implique d'œuvrer au boycott académique d'Israël et à la rupture des partenariats avec les universités et centres de recherche israéliens.

Motion <i>Pour le retrait des troupes françaises du Proche Orient et pour le boycott d'Israël</i>
La guerre déclenchée par l'impérialisme américain et l'État colonial d'Israël contre l'Iran et le Liban vise à soumettre tous les pays et les peuples de la région à leur domination. Le CDFN de la FSU, réuni les 27 et 28 mai 2026 se place en défense de l'Iran, du Liban et du peuple palestinien contre la coalition américano-israélienne.

Le CDFN exige le retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes de la région, à commencer par celles de la France.

Face à la poursuite du génocide du peuple palestinien et à la guerre barbare contre le peuple libanais, le CDFN se prononce pour le boycott total d'Israël dans tous les domaines.

Cela implique le boycott académique et la rupture immédiate des partenariats avec les universités et les centres de recherches israéliens.

(Pour : 7 / Contre : 69 / Abstentions : 3 / Refus de vote : 6)

Présentation de la motion : *Pour le retrait intégral du projet de loi d'actualisation de la LPM*

Le 19 mai, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi d'actualisation de la loi de programmation militaire. Le Sénat doit désormais examiner le texte.

Ce projet rajouterait 36 milliards au budget de l'armée d'ici 2030, ce qui doit se traduire dès 2027, par plus de 8 milliards de rallonge budgétaire. Celui-ci a déjà progressé de 6,7 milliards d'euros en 2026 soit une hausse de 13 % suite à la loi de programmation militaire 2024-2030.

Depuis 2017 le budgets militaire aurait ainsi doublé passant de 32 milliards à 64 milliards dès l'an prochain.

Le Sénat propose de rajouter 14 milliards supplémentaires.

Lecornu a d'ores et déjà annoncé que cela impliquait des économies supplémentaires, c'est-à-dire un budget d'austérité 2027 sans précédent :

- Nouvelles coupes budgétaires aggravant encore la situation à l'université, dans les lycées et collèges.

- Attaques redoublées contre la santé etc ...

Il s'agit comme l'indique la Revue nationale stratégique d'aller vers « *Une économie qui se prépare à la guerre* ». Le général Mandon a expliqué ce que cela signifie : « *Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement.* »

Un nouvel état d'exception serait créé : « l'état d'alerte de sécurité nationale ». Le gouvernement aurait la possibilité de passer en phase d'économie de guerre sur simple décision du conseil des ministres. Il pourrait déroger à un grand nombre de règles :

- Normes environnementales

- procédure administrative

- Droit du travail dans la fonction publique dont le temps de travail, les règles de sécurité et de santé.

La fonction publique deviendrait un instrument mobilisable au service de la guerre. Les garanties statutaires des fonctionnaires dépendraient des besoins de l'impérialisme français.

C'est le renforcement de l'austérité au nom de la production et l'achat d'armes de destruction, c'est la militarisation rampante de la fonction publique.

En conséquence notre fédération doit se prononcer, comme l'a fait la Commission administrative du SNASUB, pour le retrait intégral de la loi d'actualisation de la LPM encore en cours d'examen.

Elle doit s'adresser aux organisations syndicales, aux organisations de jeunesse et à celles de défense des libertés démocratiques pour œuvrer à constituer un front uni pour imposer ce retrait.

Motion *Pour le retrait intégral du projet de loi d'actualisation de la LPM*

Le 19 mai 2026, en première lecture, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi de révision de la LPM. Le Sénat doit désormais examiner ce projet.

Il permettrait de rajouter 36 milliards au budget de l'armée d'ici 2030, ce qui se traduirait dès 2027, par plus de 8 milliards de rallonge budgétaire. Ce budget a déjà progressé de 6,7 milliards d'euros en 2026, soit une hausse de 13 %.

Cela impliquerait des attaques encore plus brutales contre les conquêtes sociales des travailleurs, en particulier contre la Santé, l'enseignement supérieur et l'éducation nationale.

Avec la création d'un nouvel « état d'urgence », « l'état d'alerte de sécurité nationale », le gouvernement s'offrirait la possibilité de passer en phase d'économie de guerre, sur simple décision du conseil des ministres.

Le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait intégral de ce projet de loi scélérat.

Il mandate la direction de notre fédération pour qu'avec les autres organisations syndicales, les organisations de jeunesse et celles de défense des libertés démocratiques, elle œuvre à constituer un front uni pour imposer ce retrait.

(Pour : 12 / Contre : 52 / Abstentions : 13 / Refus de vote : 11)

Présentation de la motion :

Contre le plan pluriannuel de suppressions de postes dans l'enseignement public

Le gouvernement Macron-Lecornu n'a pas de majorité parlementaire.

Parmi ses échéances, la plus importante, c'est le budget 2027 qu'il doit faire passer avant l'élection présidentielle.

Les exigences de la bourgeoisie sont énormes, financement de la militarisation du pays, poids de la dette, qui ne cesse de s'alourdir, dans un contexte économique mondial menaçant.

Les nécessités du capital sont donc telles que les coupes devraient être bien plus importantes que lors des années précédentes. Il lui faut, en outre les préparer pour plusieurs années.

Dans l'enseignement public, le gouvernement utilise le prétexte démographique pour tenter d'engager un plan de fermeture de postes, jusqu'à 2035, et d'accélérer ces fermetures à un rythme bien supérieur à ce qui est connu jusqu'à maintenant...

Cela aurait pour effet de maintenir un taux d'encadrement qui est un des plus mauvais d'Europe. Avec à la clef, de mauvaises conditions de travail pour les enseignants, et d'étude pour les élèves.

Devant le caractère explosif de cette mesure, le gouvernement essaie de déminer le terrain, en associant les représentants des organisations syndicales, (atelier prospectif du 21 avril), et en prétendant innover, par une expérimentation dans 18 départements, il s'agirait « au plus près du terrain », de faire des propositions dès cette année, pour anticiper le budget 2027.

Notre fédération doit dénoncer cette expérimentation, et refuser d'y entrer dans les départements, y compris, au travers des instances de participation à l'échelle départementale.

C'est une méthode analogue qui est utilisée avec le plan 800 collèges. Ainsi, ce sont les personnels dans les établissements qui devraient définir eux-mêmes leurs besoins, les dérogations aux programmes, pour entrer dans une logique contractuelle, rompant ainsi avec les maigres moyens supplémentaires accordés aux dispositifs REP.

Notre fédération doit exiger le retrait du plan 800 collèges, et lancer un mot d'ordre national de boycott des réunions de mise en œuvre de ce plan.

Motion *Contre le plan pluriannuel de suppressions de postes dans l'enseignement public*

Le CDFN de la FSU des 27 et 28 mai 2026, constate que le gouvernement entend se servir de la baisse démographique comme d'une opportunité historique, pour une modification de l'offre scolaire sur le territoire : en clair préparer la fermeture de classes, d'écoles, à une échelle inégalée, et cela sur plusieurs années.

Après une première rencontre au ministère, appelée « atelier prospectif » associant les représentants syndicaux, le 21 avril, le ministre a annoncé une expérimentation dans 18 départements afin d'anticiper le budget 2027, selon cette méthode.

Le CDFN se prononce pour le retrait de ce plan pluriannuel et massif de suppressions de postes d'enseignants.

En conséquence, le CDFN demande aux sections départementales de notre fédération et de celles des syndicats concernés, de refuser de s'engager dans le processus de mise en œuvre expérimentale dans les 18 départements concernés.

Il s'agit donc aussi de boycotter les instances chargées de préparer et valider cette expérimentation, y compris les CSA-SD, ou CDEN.

(Pour : 7 / Contre : 54 / Abstentions : 16 / Refus de vote : 8)